

**Discours de Monsieur Louis MAPOU**  
**Président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie**  
**19e Forum de l'Union européenne et des Pays et territoires d'outre-mer**  
(Mardi 22 novembre 2022, Méridien, Nouméa)

-----

Madame la Commissaire européenne  
Monsieur le président de l'OCTA,  
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation des Pays et territoires d'outre-mer,  
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation des Etats membres,  
Monsieur le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie,  
Monsieur le président du Congrès,  
Monsieur le président du Sénat coutumier,  
Monsieur le président du Conseil économique, social et environnemental,  
Messieurs les députés,  
Mesdames et Messieurs les représentants consulaires,  
Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,  
Messieurs les sénateurs,  
Mesdames et Messieurs, en vos titre et qualités respectifs,  
Chers Amis,

Après trois années de réunions effectuées en distanciel, je mesure l'honneur qui m'est donné de vous accueillir aujourd'hui, en Nouvelle-Calédonie, pour le 19e Forum de l'Union européenne et des Pays et territoires d'outre-mer.

C'est un réel plaisir de nous retrouver, de nous découvrir parfois, après cette crise sanitaire qui nous a contraint à limiter nos déplacements et nos échanges. Malgré l'absence physique de Madame la Commissaire européenne, que je salue à nouveau ce matin, cela nous

rappelle à quel point cette forme de retour à une certaine normalité est fragile, et qu'il importe de ne pas relâcher notre vigilance.

Pour ces retrouvailles, vous avez fait le déplacement jusqu'à Nouméa, malgré la distance et le temps de voyage, et je vous en remercie chaleureusement. C'est vrai que nous sommes un peu loin de tout, sur notre Caillou, dans notre coin de l'océan Pacifique. Cet éloignement est une difficulté que nous partageons dans chacune de nos îles, à des degrés divers, et qui, paradoxalement, nous rapproche.

Hier matin, lors de la coutume faite avec nos autorités coutumières, représentants de l'aire Djubéa-Kaponé, juste avant la tenue de la conférence ministérielle, une idée est revenue dans les prises de parole de chacun de vous, comme une incantation, un corollaire à cette réalité géographique qui s'impose à nous et qui nous oblige à aller l'un vers l'autre. C'est un fait : unis nous serons plus forts, plus audibles et plus convaincants aussi promouvoir les intérêts mutuels de nos Pays et territoires d'outre-mer vis-à-vis des instances européennes. Cet impératif prend une tonalité toute particulière dans notre monde qui se cherche, bousculé par les conséquences des conflits, notamment en Ukraine, par les inégalités croissantes mais aussi par l'urgence de la lutte contre le réchauffement climatique - dont la prise en compte, lors de la COP27 en Egypte, aurait pu bénéficier d'une autre ambition.

Et nous nous sommes donc parlé, comme nous le faisons depuis 20 ans, à l'occasion des réunions bilatérales et trilatérales de jeudi et vendredi derniers, avec des prises de parole franches et sincères, et des échanges qui ont, je pense pouvoir le dire, été appréciés par les Pays et territoires d'outre-mer, même si l'on note un relatif décalage entre les intentions politiques et la mise en œuvre de la nouvelle programmation, conséquence d'un changement important dans la gouvernance des PTOM à la Commission européenne depuis deux ans, et qui mérite d'être précisée.

Je souhaite également remercier l'Union européenne pour l'organisation des tables-rondes, même si l'on aura sans doute préféré une répartition du temps qui a privilégié les échanges entre les participants qu'à la présentation unilatérale des programmes.

Nos Pays et territoires d'outre-mer couvrent plus de 10 millions de km<sup>2</sup> de zone maritime, ce qui représente une force de négociation non négligeable. L'OCTA a donc un rôle très important à jouer dans le dialogue avec l'Union européenne, et la gouvernance de l'association est donc un élément clef dans notre développement respectif, et l'un des points d'attention de la feuille de route de notre organisation.

Toujours animée d'un esprit de solidarité et de complémentarité dans nos relations, la Nouvelle-Calédonie souhaite que la gouvernance de l'OCTA soit consolidée dans son mandat, et dans la reconnaissance du dialogue entre les Pays et territoires d'outre-mer et la Communauté européenne, pour aboutir à une meilleure cohérence entre notre stratégie commune à l'OCTA, les stratégies de l'Union européenne, et des Etats membres, au travers de la planète et celles promues par les entités régionales et des Pays et territoires d'outre-mer.

Car, en dépit de notre petit million d'habitants, en cumulé, nos PTOM sont positionnés sur des zones géographiques stratégiques, dans les Caraïbes, dans l'Atlantique Nord, dans l'océan Indien, mais aussi dans le Pacifique, et cet éparpillement est notre atout, et c'est une véritable opportunité.

C'est pourquoi nous devons poursuivre sur la voie du partenariat - entre l'Union européenne et les territoires ultramarins - tracée au cours des vingt dernières années.

-----

Enfin, la structuration de nos organisations (Union européenne et PTOM, qui sont intimement liées), a évolué au cours de ces décennies et, avec elles, leurs stratégies et la volonté d'investir pleinement leurs environnements régionaux.

Pour cela, il apparaît nécessaire, pour relever les grands défis planétaires qui se présentent à nous, notamment dans le domaine du changement climatique, des transitions énergétique et alimentaire, que nous puissions engager davantage d'actions avec les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique de nos régions dans de nouveaux domaines de coopération, au-delà des programmes existants, afin de consolider nos intégrations régionales.

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Je vous souhaite de fructueuses discussions et de chaleureux moments de partage, dans l'intérêt de nos pays, de nos territoires et de nos populations.

Merci.

-----